

L'Afrique à l'heure du Forum social de Nairobi

dimanche 4 février 2007, par [NANGA Jean](#) (Date de rédaction antérieure : 16 janvier 2007).

Au moment où l'arrogance du néolibéralisme, certes mise à mal dans certains pays d'Amérique latine, semble s'accompagner d'un tiédissement de sa contestation partout ailleurs, comme un épuisement de l'« onde expansive » du mouvement altermondialiste, que peut-on attendre de cette deuxième édition du FSM en terre africaine (après sa version polycentrique en 2006 qui s'est tenue à Bamako, Caracas et Karachi), lieu de concentration de tous les maux de la mondialisation en ses différentes phases ? Va-t-elle être celle d'un second souffle, d'une plus grande et ferme radicalité en matière d'alternatives ?

Sommaire

- [Gabegie des dirigeants en \(...\)](#)
- [La corruption : une relation](#)
- [Inintéressante Afrique ?](#)
- [L'expansion états-unienne](#)
- [L'impérialisme européen](#)
- [Impérialisme de la Chine ?](#)
- [Une Afrique qui lutte...](#)

Gabegie des dirigeants en Afrique

Les conflits qui se succèdent, le drame du Sida, le taux de mortalité infantile toujours très élevé, la malnutrition et les pénuries alimentaires, la faiblesse du taux d'accès à l'eau potable et courante et à l'électricité, l'analphabétisme toujours massif, l'exode massif et risqué vers les pays du centre capitaliste, etc. donnent l'image d'une Afrique victime de son extériorité à la mondialisation. Certains experts ès Afrique n'ont pas hésité à parler de pulsion suicidaire, masochiste, de l'Afrique, au regard des opportunités offertes de se « développer », à l'instar de l'Asie. À tel point qu'elle en serait arrivée à ne plus intéresser les généreux donateurs de l'Occident, lassés de voir échouer en Afrique ce qui est censé avoir réussi ailleurs. Ainsi, auraient-ils choisi d'assurer le service minimum en matière d'aide et de laisser les peuples africains à l'incompétence de leurs dirigeants, dont ils sont censés partager malheureusement les pratiques suicidaires, comme la corruption.

La gabegie des élites gouvernantes africaines n'est pas une lubie, c'est un fait. La démocratisation des années 1990 n'a pas éradiqué le virus oligarchique. Bien au contraire, étant néolibérale, elle a plutôt développé l'obsession de l'enrichissement, y compris illicite. Des fortunes se sont constituées ou se sont accrues, tant dans l'après Mobutu que dans l'après Houphouët-Boigny, ces figures majeures de l'oligarchisme subsaharien. Des chefs d'État tels que Dos Santos (Angola), Sassou

Nguesso (Congo), Biya (Cameroun), Bongo (Gabon), bien que non classés par Forbes parmi les plus grandes fortunes mondiales, ont accumulé autant que certaines multinationales : détournements de fonds et autres biens publics, commissions dans l'attribution des marchés stratégiques... Mais, ils ont aussi investi, aussi bien dans leurs pays qu'ailleurs (secteurs bancaire, immobilier, minier, pétrolier...) devenant ainsi de véritables capitalistes, se différenciant de l'image d'Épinal de cette classe par la source publique de leur accumulation primitive. Même Mobutu n'était pas qu'un thésaurisateur. Sa fortune a été placée non seulement sur des comptes bancaires numérotés dans des pays dits démocratiques, mais aussi investie dans l'immobilier et sous forme d'actions dans des entreprises hors du Zaïre (actuellement République Démocratique du Congo). Ainsi, se sont développées en Afrique la constitution et la consolidation d'une classe d'affairistes locaux.

Récemment, par exemple, Idrissa Seck, ex-Premier ministre du président sénégalais Abdoulaye Wade, a avoué, après avoir bénéficié d'un non-lieu, s'être enrichi en puisant dans la caisse de l'État sénégalais ce qui a fait de lui un entrepreneur dans le secteur immobilier parisien notamment. En Afrique du Sud, l'arrivée de l'ANC au pouvoir a permis à certains de ses dirigeants et ceux de son alliée syndicale, la COSATU, de se retrouver à la tête ou propriétaires des entreprises privées, au nom du « *black empowerment* », une discrimination dite positive consistant à mettre un peu plus de couleur dans la bourgeoisie sud-africaine.

Ces élites gouvernantes sont ainsi, en tant qu'entrepreneurs, attachées à l'organisation néolibérale de l'économie mondiale, d'où leur indifférence aux conséquences de la mondialisation sur les peuples. À la rigueur, elles tolèrent la « lutte contre la pauvreté » de leurs peuples à partir du moment où celle-ci n'est pas incompatible avec leurs intérêts individuels et de classe.

La corruption : une relation

Sans vouloir nier la réalité du phénomène de corruption et son impact nocif sur les sociétés africaines, où des adultes et des enfants meurent faute de ne pouvoir engraisser la machine de la corruption au niveau des centres de soins publics, les critiques émises ici et là relèvent beaucoup plus d'un moralisme non exempt de considérations racistes sur l'immatunité des Africains, que de politique. En effet, ce sont le plus souvent les formes mineures de corruption qui sont ciblées plutôt que celles qui déterminent les grandes orientations économiques et sociales, donc politiques, d'un pays, dont le continent africain n'a d'ailleurs pas l'exclusivité. Celui-ci est plutôt la victime d'une culture de la corruption liée d'abord au système qui lui a été imposé avant d'être choisi par des élites formatées par ledit système. Il suffit de sortir de l'image trompeuse du capitalisme et de sa démocratie que propagent économistes et politologues acquis à l'ordre dominant, relayés par des médias du même acabit, pour se rendre compte de la nature structurelle de la corruption dans le système capitaliste. L'orientation des décisions du Congrès des États-Unis par des intérêts capitalistes privés est la norme plutôt que l'exception, d'autant que les décideurs peuvent aussi être des entrepreneurs économiques bien plus intéressés par les lois, les projets publics à financer que par le contrôle de la réalisation des dits projets financés par l'argent public.

Les cas de corruption dans la classe politique, parfois aux sommets de l'État, dans les sociétés du Centre sont enfermés dans un quasi-pacte du silence ou, si ce n'est pas le cas, bénéficient d'un oubli garanti comme le prouve la succession des "affaires" françaises. Cet oubli est souvent accéléré, quelques en aient été les conséquences pour les vies humaines dans les sociétés de la périphérie, comme c'est le cas par exemple de « l'Affaire Elf », à entrées multiples en France, avec ses milliers de morts au Congo et qui rappelle que la corruption la plus nocive pour les sociétés africaines est celle qui lie les puissances économiques et politiques du centre avec les élites gouvernantes du continent.

C'est ce que semble découvrir l'ONG Transparency International, qui il est vrai s'employait depuis longtemps à mettre l'accent sur les corrompus plutôt que sur les corrupteurs. « *Les grands exportateurs compromettent le développement par des pratiques douteuses à l'étranger... Dans les pays d'Afrique les plus faibles sur le plan économique, par exemple, les personnes interrogées ont désigné les sociétés françaises et italiennes comme les plus souvent à l'origine de ces pratiques.* » (Résumé du *Rapport sur l'Indice de Corruption des Pays Exportateurs 2006*). Aucun pays occidental n'est gratifié de la note 10/10 par cette ONG. Dans certains pays, cette corruption à l'étranger est même encouragée et fiscalement couverte par la loi, parce que nécessaire pour faire face aux concurrents. D'où le caractère exceptionnel et sans effet du rapport d'enquête menée par l'Africa All Parliamentary Group britannique, dénonçant des multinationales britanniques (2).

La croisade contre la corruption menée par la Banque mondiale relève ainsi de la diversion, du point de vue de la lutte contre les injustices sociales structurelles. Sa seule préoccupation réelle vise à établir les règles de la concurrence entre puissances impériales. En effet, les États-Unis sont parfois gênés dans leur expansion sur le marché africain par certaines complicités nouées au fil de l'histoire entre des élites africaines et leurs homologues ou des multinationales européens, dont la conséquence est l'attribution de marchés de gré à gré. Cette croisade contre la corruption est donc à géométrie variable. Dès lors, il n'est pas surprenant que le recours aux sanctions, pour les mauvais élèves en matière de corruption, ait été critiqué par les ministères français et britannique en charge de la Coopération. Cette rivalité est encore exacerbée par l'arrivée remarquée et obsédante de la Chine sur le marché africain. Comme l'a dit le ministre français des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, « *en ce début du siècle, l'Afrique devient donc un enjeu stratégique de premier plan* » (3).

Inintéressante Afrique ?

Les économistes patentés ont leurs chiffres pour prouver la quasi-extériorité de l'Afrique de l'économie mondiale, le projet étant encore de l'y intégrer. Le PIB de l'Afrique ne représente que 1 % du total mondial ; sa part dans le commerce mondial 2 % (contre 8 % dans les années 1990) ; la part des investissements directs étrangers environ 1 % du total mondial. Mais l'emploi de ces chiffres part du postulat erroné d'un échange équitable entre les différents partenaires (4), ce qui est loin d'être le cas. Le récent deal sur le cuivre de la République démocratique du Congo peut servir d'exemple : « *La société américaine Phelps Dodge [un des principaux producteurs de cuivre au monde] a des participations dans le plus grand projet minier du Katanga. En Tenke Fungurume, se trouvent les plus importantes réserves de cuivre du monde, encore non exploitées... environ 18 millions de tonnes de cuivre et tout juste 1,5 million de tonnes de cobalt, ce qui donnerait environ 100 milliards de dollars, selon les prix de ces dernières années. Tenke Mining fait partie du groupe Lundin basé à Genève. Alors que Phelps Dodge détient 57,75 % de parts, Gécamines n'a seulement que 17,5 %. Gécamines a reçu de Phelps Dodge 15 millions de dollars en tout. Comment se fait-il qu'une mine dont les réserves valent 100 milliards de dollars soit vendue à un prix si dérisoire ?* » (5)

Comme ce fut le cas lors de la période liant la fin du XIX^e siècle au début du XX^e, l'Afrique est de nouveau depuis la fin du siècle dernier un enjeu stratégique pour les différentes puissances impériales capitalistes. Dans son rapport 2006, la Banque mondiale nous apprend d'une part que « *l'augmentation du revenu par habitant en Afrique est actuellement équivalente à celle d'autres pays en voie de développement* » (6) — ce qui n'est malheureusement qu'une moyenne excluant les grandes inégalités des revenus réels et la très inégalitaire répartition des richesses entre les classes sociales —, et d'autre part que « *la productivité des meilleures sociétés africaines est comparable à celle de leurs concurrents en Asie (l'Inde et le Vietnam) par exemple* ». Les investissements directs

étrangers ont augmenté, l'adhésion accentuée aux réformes néolibérales va bon train. L'International Finance Corporation, une agence du Groupe de la Banque mondiale, s'est même félicitée des progrès accomplis en Afrique en la matière : « *Globalement, la réforme la plus populaire en 2005-2006 a consisté à faciliter les formalités de création d'entreprise. Quarante-trois pays les ont simplifiées, et ont ainsi réduit les frais et les délais. La seconde réforme la plus populaire, mise en place dans 31 pays, a été de réduire le montant des taxes et les démarches nécessaires au paiement des impôts.* » (7) Ainsi, les entreprises étrangères auraient réalisé dans cette Afrique néolibéralisée un chiffre d'affaires de 200 milliards de dollars en 2005.

La Grande-Bretagne a plutôt été gagnante dans ses échanges, selon l'ONG britannique Christian Aid. De juillet 2005, date du sommet du G8 de Gleneagles, à juillet 2006, les flux financiers de la Grande-Bretagne vers l'Afrique subsaharienne ont été de 17 milliards de livres sterling (dont 1,35 milliard de dons ; 6,8 milliards d'investissements directs ; 7 milliards d'importation de marchandises). Mais, en retour, les flux financiers de l'Afrique subsaharienne vers la Grande-Bretagne ont été de... 27 milliards de livres sterling (1 milliard de remboursement de la dette du Nigeria ; 4 milliards de bénéfices des entreprises britanniques ; 4,5 milliards d'importation de marchandises ; 17 milliards de fuites de capitaux) (8). C'est ce tableau qui justifie le propos du ministre français des Affaires étrangères, qui mérite d'être replacé dans son contexte : « *C'est un continent dont la croissance moyenne est désormais durablement supérieure à la croissance mondiale et atteint le triple de la croissance européenne. En 2006, selon le FMI, le Fonds monétaire international, la croissance de l'Afrique subsaharienne dépassera 5 % pour la neuvième année consécutive. Les investisseurs ne s'y sont d'ailleurs pas trompés puisque les flux internationaux et financiers vers le continent africain ont doublé depuis trois ans... En ce début du siècle l'Afrique devient donc un enjeu stratégique de premier plan... La France n'entend pas se désengager d'un continent dont elle est proche, et avec lequel elle entretient depuis si longtemps des relations privilégiées* ». Les récents bombardements (décembre 2006) des villages sous contrôle des rebelles centrafricains et tchadiens par les Mirages de l'armée française en sont une autre confirmation.

L'expansion états-unienne

Cependant les choses ne sont plus aussi simples que par le passé. Car la fin de la Guerre Froide a impliqué une redistribution des cartes entre puissances impériales. Ainsi, jaloux de leur hégémonie dans le camp capitaliste, les États-Unis ont entrepris de la renforcer dans le monde en général. Ils n'étaient nullement absents de l'Afrique, contrairement à une opinion assez répandue, passant à l'ardoise magique leur soutien apporté aux régimes de Mobutu, au Zaïre, de l'apartheid en Afrique du Sud, avec investissements à la clé, tout comme au Nigeria ou au Libéria. Dans ce dernier pays, la permanence de la présence économique des États-Unis est symbolisée par Firestone/Bridgestone, qui a bénéficié d'une concession (un demi-million d'hectares) de production de caoutchouc de 99 ans en 1926, prolongée de 37 ans en 2005. Tandis que les conditions de travail de la main-d'œuvre (hommes, femmes, enfants) n'ont pratiquement pas changé depuis 1926, à telle enseigne que cette entreprise fait actuellement l'objet d'une plainte déposée aux États-Unis par le Labor Rights Funds pour « *torture* » et « *travail forcé* » (9).

Les attentats du 11 septembre 2001, précédés de deux attentats — à Dar es Salam, en Tanzanie et à Nairobi, au Kenya — contre des représentations états-uniennes ont aussi servi de prétexte à l'expansion africaine des États-Unis. Ainsi, G. W. Bush s'est approprié la politique bilatérale mise en place par son prédécesseur Bill Clinton, l'African Growth and Opportunities Act (AGOA), entrant ainsi en concurrence en matière de marché dit préférentiel avec l'Accord de l'Union Européenne avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), initié, sous une autre dénomination, depuis les années 1970. Le pétrole et le coton, n'étant pas une exclusivité des anciennes colonies

britanniques, partageant avec les États-Unis la même langue, ceux-ci ont entrepris de prendre pied aussi dans le pré carré français et les anciennes colonies portugaises.

Ainsi, ils ne cachent plus leur volonté d'hégémonie sur le continent. Dans ce dessein, leur absence de passé colonial ou néo-colonial allié à un dispositif de propagande efficace peuvent laisser paraître que l'AGOA et le Millenium Challenge Corporation (MCC) sont différents des marchés de dupes traditionnellement proposés par les puissances impériales. Ainsi, sous couvert de « lutte contre la pauvreté », les États-Unis financent dans le cadre du Millenium Challenge Corporation des projets relevant de la néolibéralisation accentuée des économies africaines, dont, cela va sans dire, ils espèrent être les bénéficiaires, à l'instar des récents accords (octobre 2006) signés avec les États malien et béninois.

Concernant le premier, *« l'élément le plus important de l'accord est le projet d'irrigation d'Alatona [234,6 millions de dollars] qui devrait permettre d'augmenter les rendements agricoles, la production vivrière, d'améliorer le régime foncier »* et même de *« renforcer le droit de propriété des pauvres »*. Une clause de style, car la suite correspond bien au projet des institutions de Bretton Woods, *« le projet d'Alatona introduira des techniques innovatrices en matière de crédit et de gestion de l'eau, ainsi que des réformes visant à tirer parti du potentiel de l'Office du Niger en tant que locomotive de la croissance dans les zones rurales du Mali »* (10).

C'est cet accord que le gouvernement malien, guidé par la Banque mondiale, peine à faire avaler aux paysan/nes pauvres du Mali. Cette petite paysannerie manifeste la conscience de l'aggravation de sa situation programmée par ces « réformes ». D'ailleurs, de nombreuses familles paysannes en sont déjà victimes, au profit d'un capital privé local, souvent accumulé dans l'appareil d'État. Par ailleurs, parmi les innovations prévues censées améliorer les rendements des producteurs de coton de l'Afrique de l'Ouest, il y a évidemment les semences génétiquement modifiées, déjà expérimentées, avec le co-financement des multinationales semencières, dans des pays de la sous-région.

L'offensive pour l'utilisation des semences génétiquement modifiées se mène d'abord vers les élites universitaires, à travers le financement des recherches sur cette base. Les budgets de l'éducation ayant été fortement réduits, de nombreux chercheurs s'engouffrent dans cette brèche pour échapper à la précarité. D'autant qu'ils ont la promesse à la clé de voir employer leurs compétences par les firmes multinationales (Monsanto, DuPont avec la fondation Rockefeller des États-Unis ; Bayer d'Allemagne ; Syngenta de Suisse... avec l'aide implicite de la FAO) pour des salaires mirobolants, assurément profitables individuellement mais très nocifs socialement. Le Kenya, par exemple, est l'un des laboratoires de l'offensive états-unienne contre la petite paysannerie africaine, le but étant de créer une dépendance alimentaire, même si l'on doit en passer pour cela par la famine. C'est la même antienne néolibérale et dirigiste qu'on retrouve dans l'accord conclu en février 2006 avec le Bénin. Il doit permettre d'*« accroître les investissements et l'activité privée en améliorant le régime foncier, l'accès aux services financiers et l'appareil judiciaire ainsi qu'en supprimant les obstacles au commerce dans le port de Cotonou »* (11). La « coopération » bilatérale du gouvernement états-unien renforce la politique agricole des institutions financières internationales au sein desquelles il est hégémonique.

La « lutte contre le terrorisme » aidant, cette expansion s'accompagne d'une présence militaire au Kenya, sur les côtes pétrolifères du Golfe de Guinée, de l'océan Indien où, en plus de la base de Diego Garcia, ils ont obtenu du gouvernement de Djibouti une coexistence avec la base traditionnelle française. Les intérêts pétroliers états-uniens en Algérie aussi bénéficient d'un dispositif de protection. L'hégémonie française dans cette zone sahélienne est remise en cause par « l'Initiative Transsaharienne de lutte contre le terrorisme » et le Centre Africain d'Études et de Recherche sur le terrorisme qui associe dix États sahéliens aux États-Unis. Avec la Combined Joint Task Force-Horn of Africa (CJTTF-HOA), la sécurité nationale des États-Unis d'Amérique est assurée en Afrique. La dernière manifestation de cette volonté hégémonique en la matière est l'ingérence militaire états-

unienne, à travers l'État éthiopien, dans le conflit somalien contre l'Union des tribunaux islamiques, accusée d'appartenir à la nébuleuse Al Qaeda. Le soutien logistique, inefficace, s'est accompagné de l'action diplomatique par l'initiative de la résolution 1725 du Conseil de sécurité des Nations unies sur le déploiement d'une force en Somalie. La version adoptée, le 6 novembre 2005, bien que débarrassée des dispositions les plus expressives de la volonté impériale des États-Unis, conserve l'entêtement de ceux-ci à vouloir contrôler le sous-sol somalien. Le silence sur cette motivation est une règle bien respectée parmi les analystes de la crise somalienne, qui accréditent ainsi la justification mensongère de « lutte contre le terrorisme » des États-Unis faiseurs de paix dans le monde. Ainsi, selon Eunice Reddick (directrice du bureau affaires est-africaines au département d'État), « *dans ce contexte instable, les objectifs de la politique des États-Unis en Somalie demeurent clairs : parer à la menace terroriste, soutenir l'établissement d'une gouvernance efficace et de la stabilité politique, répondre aux besoins humanitaires des Somaliens et promouvoir la sécurité régionale* » (12).

Il en est de même concernant le Soudan où, malgré le racisme structurel des États-Unis, son investissement dans l'envoi d'une force d'intervention au Darfour, voire sous la bannière de l'ONU-OTAN, serait motivé par la volonté humaniste de mettre un terme au « *génocide* » des populations « *noires* » par les miliciens « *arabes* » au service du gouvernement de Khartoum (13). Rien à voir, veut-on faire croire, avec l'obsession de contrôler le pétrole africain — dont les importations états-uniennes ont commencé, en 2005, à être supérieures à celles en provenance du Proche-Orient et les réserves prouvées revues à la hausse. Des Afro-Américains de l'establishment états-unien contribuent à cette mystification patriotique, dont ils espèrent aussi tirer profit. L'identité raciale est ainsi mise au service du Corporate Council on Africa, composé de croisés de l'expansion impériale tels Boeing, Cargill, Citigroup, Coca-Cola, Exxon, General Motors, Halliburton, Microsoft, Mobil, etc., principaux bénéficiaires de la version néolibérale de la politique de la canonnière en cette période de rude concurrence inter-impérialiste.

L'impérialisme européen

La présence de l'Europe en Afrique a longtemps été plus visible que celle des États-Unis du fait du passé colonial de la France et de la Grande-Bretagne en particulier. Leurs politiques nationales — souvent divergentes jusqu'aux Accords de Saint-Malo pour une diplomatie conjointe — de reproduction de la domination coloniale se sont accompagnées de la construction d'un partenariat « européen » avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique dans le cadre des Accords C.E.E.-ACP — de Yaoundé, de Lomé — actuellement Accord U.E-ACP, dit de Cotonou, mettant en place un marché préférentiel. Cette coopération n'a pas permis le « développement » de l'Afrique, la maintenant dans la production des matières premières utiles à l'Europe, plutôt que de favoriser la mise en place d'infrastructures favorisant son autonomie économique, ce qui aurait été une remise en cause de la division internationale du travail au sein de l'économie capitaliste mondiale. Afin d'être plus en conformité avec le passage au néolibéralisme et les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), l'Union Européenne propose des Accords de Partenariat Économique (APE), de libre-échange, dont les conséquences seront catastrophiques pour la petite paysannerie, les petites unités de production locales et les finances locales : concurrence entre les produits importés de l'Union Européenne, subventionnés, et les produits locaux ; suppression des droits de douane, etc.

La situation en milieu rural va sans doute aller en empirant, en effet « malgré son importance, l'agriculture traverse depuis quelques décennies une crise dont la cause principale est les mesures injustes de l'Accord sur l'Agriculture (AsA) au sein de l'OMC... Compte tenu de la faiblesse des revenus agricoles, très peu de ménages ruraux arrivent à couvrir leurs besoins alimentaires 7 mois

sur 12 et nombreux sont ceux qui n'atteignent même pas les 4 mois » (14). Les élites gouvernantes africaines, pour l'heure, rechignent à valider ces APE, d'une part car ils pourraient susciter des révoltes sociales, d'autre part, et surtout, car leurs propres intérêts d'entrepreneurs économiques locaux, ayant investi dans l'agriculture notamment, pourraient être mis à mal. En outre, au-delà des États signataires, les conséquences de ces accords de libre-échange ne manqueront pas d'affecter les États non membres du groupe ACP, d'une part au regard de l'intégration sous-régionale des économies africaines, d'autre part du fait du projet d'intégration continentale inscrite dans le Nouveau Partenariat Économique pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

En attendant, l'UE, sans prétendre s'opposer au projet hégémonique des États-Unis en Afrique, y accentue sa présence autonome, et défend l'image de l'Europe puissance, y compris sur le terrain militaire en faisant fi de l'existence de l'OTAN. Il faut dire qu'elle jouit de l'expérience de la tradition française en la matière... L'aggravation de la crise dans l'Ituri, à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), en 2003, a ainsi été l'occasion d'une première intervention militaire européenne hors d'Europe. La mission européenne Artemis, en appui à la Mission de l'ONU au Congo (MONUC), n'a pas fait illusion, elle a clairement été identifiée à une intervention de l'Armée française au regard des compositions des troupes et du commandement.

Les élections générales en RDC, en 2006, ont offert à l'Europe l'occasion d'un déploiement militaire véritablement multinational : 20 des 25 États de l'UE ont fourni les 1 500 soldats de la mission militaire, sans compter ceux prépositionnés au Gabon. En revanche, cette fois, si la Force Européenne (Eufor) ne pouvait se passer de l'expérience africaine de l'Armée Française, elle a néanmoins dû tenir compte de l'architecture de la construction européenne dans le partage des responsabilités. Ainsi, le commandement a été partagé entre la France et l'Allemagne, avec pour commandant en RDC un général de division français et l'installation du quartier général de la Force à Potsdam. Chacun des deux États ayant fourni le 1/3 des troupes, le dernier 1/3 a été partagé entre les 18 autres : une première européenne, mais aussi un retour de l'armée allemande en Afrique, depuis la période coloniale, ce qui n'a pas manqué de susciter un débat en Allemagne. En effet, à la différence des expéditions militaires françaises en Afrique, la participation allemande à l'Eufor a été décidée après un débat parlementaire. L'occasion de mettre à jour les véritables enjeux de cette mission que la Première ministre Angela Merkel présentait comme étant motivée exclusivement par le soutien au processus démocratique et le souci d'éviter une reprise de la guerre qui causerait un afflux de migrants en Europe (15).

Cette idée était reprise par le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, en réponse à la question du magazine Focus : *« Du point de vue de la sécurité et de la stratégie nous agissons parce que nous savons que les États en faillite finissent par devenir des exportateurs de troubles, de terrorisme et de graves problèmes de réfugiés. Notre objectif consiste à prévenir ces dangers. »* (16) Il ne pouvait être question de motivation par des intérêts matériels. Avis non partagé par son collègue de la Défense, Franz Joseph Jung qui considère pour sa part, assez franchement, que *« la stabilité dans cette région riche en minerais est bénéfique pour l'industrie allemande »* et à l'instar d'Eckart Von Klaeden, qui a le souci de la préservation : *« Il y a là des richesses souterraines importantes pour la sécurité, tels l'uranium et le béryllium. Elles peuvent tomber dans des mains incompétentes. »* (17)

Ainsi, l'Europe et les États-Unis articulent de la même façon les relations entre le militaire et l'économique, l'essentiel, à travers l'intervention militaire, étant d'être bien servi pendant ce que Léopold II appelait *« le partage du gâteau »* et que certains spécialistes des situations de « post-conflit » nomment *« retour économique sur investissement militaire »*, valable pour toutes les interventions, du Kosovo au Timor-Est.

C'est pour avoir une grosse part du gâteau que l'Europe a forcé la main à l'ONU pour l'obtention de cette mission, sans en avoir discuté au préalable ni avec l'État du Congo, ni avec l'Union Africaine.

Au grand dam de l'Afrique du Sud également, dont l'État post-apartheid n'a pas renié l'ambition impériale sur le continent rêvée par Cecil Rhodes. Vu leur implication dans le déclenchement de la guerre du Congo de 1998-2003, à travers le Rwanda, l'Ouganda et une partie de l'opposition congolaise, transformée pour la cause en opposition armée, les États-Unis semblaient mal placés pour obtenir une telle mission. Toutefois, être absents du terrain ne les a nullement exclus du « partage du gâteau ».

Rien de nouveau donc au pays de la tragédie plus que centenaire, victime des richesses de son sous-sol en matières stratégiques pour l'industrie de pointe, causes de l'assassinat de Lumumba et bien d'autres et du soutien indéfectible apporté pendant trois décennies à Mobutu par les principaux États occidentaux.

Ayant sans doute tiré la leçon donnée aux États-Unis à son paternel prédécesseur (Laurent Désiré Kabila) à la tête de l'État du Congo (18), Joseph Kabila n'a cessé de jouer la carte du candidat de l'équilibre entre les différents appétits impérialistes, ce qui semble lui réussir, au regard de l'issue des dernières élections présidentielles. Mais saura-t-il ne pas mécontenter l'une des principales puissances impériales, dont l'intérêt pour la RDC va s'accroître avec la publicité désormais faite sur ses réserves pétrolières ? Les États-Unis semblent avoir déjà manifesté leur intérêt pour le pétrole congolais, en envoyant un signe au régime de Kinshasa, entre les deux tours : Par décret présidentiel du 30 octobre 2006, G. W. Bush a gelé les avoirs des chefs de la dernière poche de rébellion armée et de leurs complices, à l'instar du trafiquant d'armes et de pierres précieuses Viktor Bout, longtemps protégé des États-Unis et dont les méfaits ont été portés à l'écran dans *Lord of War*. C'est aussi l'expression de la conscience de la complexification de la concurrence inter-impériale en Afrique, avec l'arrivée dans l'arène de la Chine, qui ne semble pas prête à une position de puissance impériale subordonnée aux États-Unis comme l'est l'Europe.

Impérialisme de la Chine ?

Un spectre semble hanter l'impérialisme occidental en Afrique. Ce n'est malheureusement pas l'altermondialisme africain. Il s'agit de la Chine, ce pays hybride, dirigé par un parti encore nommé communiste et bien sourd au respect des droits humains, mais avec une croissance économique capitaliste des plus performantes, la propulsant ainsi au cinquième rang mondial pour son PIB. Une performance qui implique une consommation importante de matières premières, au-delà des ressources offertes par le sous-sol et le sol chinois. Ainsi, s'est-elle tournée vers le continent africain — qui semble décidément être le passage obligé de toute ambition impériale —, sans même tenter de faire preuve de discrétion, à l'image du Japon par exemple, voire comme c'était son propre cas durant la Guerre Froide. Pour autant, elle est parvenue à se créer un capital sympathie auprès des consommateurs/consommatrices de produits chinois, caractérisés par leur accessibilité par les pauvres en ces temps de baisse draconienne du pouvoir d'achat dans les sociétés africaines, du Cap au Caire. Même s'il arrive que des commerçants chinois soient accusés, par des petits commerçants locaux, de fausser la concurrence, en proposant des marchandises meilleur marché que celles importées d'Europe, voire de certains pays africains et que soit dénoncée la pratique chinoise d'utilisation exclusive de sa main-d'œuvre sur ses chantiers.

Parmi les États, très peu nombreux sont ceux qui manifestent une indifférence à l'égard du boom économique de ce pays encore dit du Sud qui semble vouloir partager les fruits avec les pays africains qui lui sont nécessaires pour pouvoir réaliser ses ambitions de puissance mondiale. Démonstration en a été faite par le Sommet Afrique-Chine du 3 au 5 novembre 2006 à Beijing, point culminant des rapports de « coopération » récemment instaurés, bien différents de ceux de la période maoïste.

Pour sa croissance, la Chine a en effet besoin de bois, de cobalt, de coton, de cuivre, de fer, de manganèse, de pétrole, de platine, d'uranium, etc., qu'elle peut trouver en Afrique et qu'elle importe déjà. Ceci ne peut évidemment laisser les puissances impériales, qui en avaient le contrôle exclusif depuis plus d'un siècle, indifférentes. L'appétit d'ogre de l'économie chinoise, a, par exemple, déjà produit la hausse du cours du pétrole, ce qui n'est certes pas sans déplaire aux multinationales pétrolières de l'Occident. Toutefois, la boulimie chinoise risque de perturber l'ordre impérial, dont il avait jusqu'à présent le monopole.

Ce qui semble gêner ces défenseurs de l'ordre impérial occidental, c'est la pratique par les entreprises et l'État chinois d'un autre modèle d'échanges possibles dans le cadre capitaliste, appelé par les autorités chinoises « *développement commun* » ou « *développement partagé* ». En effet, en matière d'aide, de prêts préférentiels, d'annulation de dettes, d'ouverture du marché, de soutien à l'agriculture, à l'éducation (infrastructures et formation), à la santé (infrastructures et programmes de lutte contre les maladies), la Chine (État et entreprises) a d'ores et déjà prouvé et en très peu de temps qu'elle était résolue à faire beaucoup plus que les puissances occidentales. Démonstration est ainsi faite au fil des accords et des échanges avec la Chine qu'avec un peu de volonté, il est possible en échange de matières premières ou à moindres coûts de doter l'Afrique de certaines infrastructures (voies ferrées, logements sociaux, ponts, routes, hôpitaux, etc.) qui lui font cruellement défaut, en Algérie comme au Gabon, comme d'acquérir des biens africains à des prix considérés équitables.

Ainsi, les résultats du Sommet de Beijing ne sont pas sans rapport avec la faible participation des Chefs d'États africains (17 contre 48 à Beijing) aux « *Journées européennes sur le développement* », à Bruxelles, deux semaines plus tard. Du concret a découlé du premier, comme par exemple l'obtention par la Côte d'Ivoire de 3 milliards de francs CFA. Alors que les sommets afro-européens se terminent le plus souvent par des effets d'annonce, des promesses sans suite ou soumises à des conditionnalités foulant aux pieds la souveraineté interne des États. S'il était présent à ces « Journées », le président ougandais Yuweri Museveni en a profité pour interpeller les « partenaires » européens en leur disant : « *Ne forcez pas les gens à faire ce que vous voulez qu'ils fassent* ». L'État chinois, lui, n'a qu'une exigence : la non-reconnaissance de Taiwan par ses partenaires africains, pour le reste, c'est le principe de non-ingérence : « *Nous respectons le libre choix de chacun de sa voie de développement, attachons une haute importance aux préoccupations de chacun* » (19). Ce qui permet à certains États, à l'instar de l'Angola, d'échapper relativement aux fourches caudines des institutions financières internationales.

Par ailleurs, au nom du même principe et de sa propre pratique en la matière, l'État chinois ne se préoccupe nullement du respect des « droits humains » ni de la « bonne gouvernance » par ses partenaires. Cette non-ingérence en fait le partenaire idéal pour les autocrates-oligarques africains, souvent agacés par l'hypocrisie des Occidentaux, habiles au chantage sur le « respect des droits humains » pour renforcer leur rapport de domination/exploitation tout en feignant d'être sensibles à la pression des associations. Évidemment ils n'en ont cure, et sont même très habiles à couvrir leurs forfaits en la matière, voire à les pousser à en commettre en leur en donnant les moyens.

Pourtant, ce pragmatisme chinois, par sa cynique et intéressée indifférence, ne peut que défavoriser les véritables mouvements démocratiques en Afrique qui n'adhèrent pas à la reproduction de l'ordre capitaliste et néocolonial. Pire, par sa globalité comprenant aussi le volet militaire, la coopération afro-chinoise risque, en la matière, de ressembler à la coopération franco-africaine, en fournissant non seulement des armes aux régimes autocratiques, mais aussi en participant à la formation des armées. Il a même déjà été question, dans la presse française, d'un soutien des rebelles tchadiens par la Chine lors de leur avancée jusqu'aux portes de N'Djamena, ce qui pourrait relever de la désinformation (hormis l'armement des rebelles) pour justifier la participation réelle de l'armée française aux combats, aux côtés de l'armée tchadienne. La Chine, faut-il le rappeler, fait partie du

club des principaux marchands d'armes, par ailleurs membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

Ce principe de non-ingérence s'accompagne, au nom aussi de la solidarité Sud-Sud, d'un soutien souvent sans faille aux régimes confrontés à l'antipathie de quelque puissance occidentale. Par exemple, au Conseil de sécurité des Nations unies, des résolutions proposées par l'État français contre le régime de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire ou par les États-Unis contre le régime d'Omar El Béchir au Soudan... sont exposées à la menace du veto chinois si elles ne sont pas revues dans une version plus modérée acceptable par la Chine. Son soutien au régime de Laurent Gbagbo s'explique par ses intérêts en Côte d'Ivoire, où s'installent des entreprises chinoises de BTP tandis que des entreprises pétrolières ne cachent pas leurs ambitions. Par ailleurs, pour contourner l'embargo, le régime de Gbagbo peut s'approvisionner en armes chinoises, au grand dam des entreprises françaises qui avaient l'exclusivité dans ces différents secteurs. Si son régime arrive à échapper à l'asphyxie financière tant souhaitée par le gouvernement de Chirac, c'est aussi grâce à cela.

Toutefois, il ne faut certainement pas surestimer le mal-être du capital français en Côte d'Ivoire : il y demeure encore dominant et le compte d'opération de l'État ivoirien au Trésor français reste le plus important de la sous-zone ouest-africaine du franc CFA. Mais, il n'est pas exclu qu'en cas de victoire électorale, Laurent Gbagbo s'appuie sur la coopération avec la Chine pour asseoir son nationalisme néolibéral, aux dépens de la traditionnelle suprématie française. À l'instar du régime oligarchique d'El Béchir au Soudan, auquel le soutien chinois, fondé sur l'exploitation pétrolière, favorise la forte croissance qui attire davantage d'investisseurs (de France, du Golfe, d'Inde, etc.) et lui permet de tenir tête aux États-Unis, qui souffrent de ne pas avoir le contrôle sur son pétrole, bien que la Chine, principale bénéficiaire impériale du pétrole soudanais soit l'un des principaux soutiens du Trésor des États-Unis (1 000 milliards de dollars).

La marche chinoise vers la réalisation de son ambition mondiale s'accompagne, pour le moment, d'une conception officielle de la coopération selon « *les justes principes de l'amitié sincère, du traitement d'égal à égal, du soutien mutuel et du développement commun* » (20). Mais elle demeure, malgré tout, motivée par l'intérêt capitaliste qui finit par limiter la générosité et maintenir les inégalités si ce n'est à les accroître, ce que prouve bien la situation interne de la Chine qui n'échappe pas à « la loi historique du développement inégal et combiné ». En même temps que le capital chinois se hisse aux sommets de l'économie mondiale et produit une classe capitaliste et une classe moyenne — très minoritaires parmi les 1400 millions de Chinois — se développent la paupérisation des paysans, le recul de l'accès gratuit aux services publics, l'abandon de certaines régions à elles-mêmes, la répression des revendications sociales, etc. (21)

Par ailleurs, si elle n'est pas freinée, l'adhésion chinoise à la religion de la croissance risque non seulement de vite épuiser certaines ressources naturelles des pays africains, en détruisant par exemple des forêts dites protégées au Gabon pour l'exploitation pétrolière, mais aussi de constituer une grave menace écologique. En effet, l'État chinois fait partie, avec les États-Unis et quelques autres, des principaux responsables de la menace qui pèse actuellement sur la planète et des moins disposés à s'engager pour écarter ou, au moins, éloigner, cette menace. Son amitié pour l'Afrique ne peut être effective sans sensibilité conséquente aux inondations qu'a connues, ironie du sort, le Kenya, pays hôte de la conférence sur le changement climatique. Une conférence, d'où n'est sorti aucun véritable programme de lutte.

Une Afrique qui lutte...

L'impérialisme n'est pas mort. Il est devenu néolibéral. Mais comme demeure l'enfant dans les traits de l'adulte, il demeure reconnaissable. L'Afrique reste un lieu capital d'approvisionnement en ressources naturelles nécessaires à la croissance capitaliste au prix de la destruction de vies humaines, de la production et reproduction de la pauvreté.

Cette pauvreté a fait de Nairobi un espace où se développe la violence des gangs, recrutant dans les milieux de la jeunesse déscolarisée, sans emploi décent et sans espoir d'en trouver. Un phénomène dont s'accommodent très bien par exemple les économies sud-africaine, brésilienne... et états-unienne avec une évidente dose ethnique/raciale. À ce stade néolibéral, le Capital tire profit y compris des malheurs de l'Afrique, en développant tout un business sur les images de la pauvreté et de la misère. La tendance est même à ériger la charité, bien télégénique, en horizon indépassable de la solidarité. Avec dans le rôle de messie profane M. Bill Gates, qui, au regard de sa fortune personnelle, est le plus grand profiteur de l'ordre néolibéral. Et, c'est l'Afrique qu'il a choisie comme scène de représentation de sa générosité — plutôt que les zones de pauvreté où survivent des millions de ses compatriotes états-uniens —, non seulement concernant le SIDA, mais aussi en soutenant financièrement la fondation Rockefeller dans sa campagne d'imposition subtile des semences génétiquement modifiées à l'agriculture africaine. Ce continent semble ainsi, images et simplifications intéressées à l'appui, condamné à l'assistance du capital international. La responsabilité de celui-ci étant couverte par l'indéniable gabegie de ses sections locales et coresponsables des injustices sociales que font les classes dirigeantes africaines. Rares sont ceux et celles qui ne se laissent pas avoir par cette désinformation spectaculaire concernant le malheur capitaliste de l'Afrique.

Pourtant, comme ailleurs, avec moins de visibilité et moins d'effet pour le moment qu'en Amérique latine, il y a une Afrique qui lutte contre le néocolonialisme néolibéralisé. Des activistes de la lutte contre les privatisations et pour la justice sociale en Afrique du Sud aux acteurs/actrices du Forum Social du Niger, en passant par les paysannes et les paysans de l'Office du Niger, les salariées de la Gacilienne (filiale d'Yves Rocher) au Burkina Faso, les militants radicaux du Swaziland contraints à la clandestinité, les militantes de Woman of Zimbabwe Arise (WOZA), les syndiqués de l'Union of Kenya Civil Servants (UKCS), de l'Aviation and Allied Workers Union (AAWU)... la flamme de la lutte pour la défense des droits sociaux, culturels et politiques, l'émancipation des travailleurs, les peuples victimes de l'exploitation capitaliste et de diverses oppressions n'est pas éteinte. Malgré la désertion de nombreux anti-impérialistes, anti-néocolonialistes et anticapitalistes d'hier et leur intégration, ou en attente de leur intégration, par les régimes néocoloniaux et les diverses institutions acquises à la perpétuation de l'ordre impérial. Pour certains d'entre eux la critique de l'ordre néolibéral sert de tremplin à l'intégration de cet ordre ô combien criminel.

Du 1^{er} Forum Social Mondial (FSM) au Forum Social Mondial Polycentrique (FSMP), cet espace de manifestation de la flamme est devenu progressivement visible. Au FSMP de Bamako, quoi qu'il en soit par ailleurs, les petits paysans et les petites paysannes du Mali, victimes des institutions de Bretton Woods, des multinationales semencières, des politiques européennes anti-immigration et du gouvernement malien, s'y sont installés. La compréhension de la situation dramatique de la dette publique africaine et des conséquences sociales de son remboursement a cessé d'être l'apanage d'une petite poignée d'individus. Des paysans, majoritaires sur le continent, ont constitué des réseaux régionaux pour résister aux attaques néolibérales contre la petite agriculture. Des réseaux féminins se sont constitués et manifestent un grand dynamisme à chaque rendez-vous. Des organisations de jeunesse, conscientes de l'avenir non radieux que leur réserve le capitalisme néolibéral, essaient de refonder le panafricanisme révolutionnaire symbolisé par Amilcar Cabral, Thomas Sankara... dans l'espoir d'être mieux outillées pour construire l'avenir. La voix des syndicats

s'y fait entendre, mais beaucoup moins qu'il ne le faudrait pour changer le rapport de forces entre le Capital et le Travail, plus inégal en régime néolibéral. Les victimes des politiques du centre capitaliste et de sa périphérie contre la libre circulation des personnes, sous-traitées par des États africains, essaient de se coordonner. Des organisations écologistes surgissent, en réaction au saccage des forêts, à la pollution pétrolière des façades maritimes et des zones d'exploitation minière (or, uranium, etc.)...

Mais, ces différentes luttes souffrent encore d'une faible mise en réseaux continental des différentes organisations d'un même secteur alors même qu'elles sont souvent confrontées aux mêmes multinationales, qu'il s'agisse de Bi-Water, Suez ou Vivendi pour l'eau, de Chevron-Texaco, Shell, Total pour le pétrole ou d'Anglo-Gold pour l'or... Les entreprises chinoises, à l'instar de Zhonging Telecommunications Ltd (ZTE, qui aurait exigé une situation de monopole à l'État béninois) devenue concurrente des télécommunications occidentales dans l'acquisition des télécommunications étatiques, ne devraient pas être négligées. Une plus grande participation des syndicats, des centrales syndicales nationales à la dynamique des Forums sociaux pourrait favoriser la coordination des réponses à apporter au capital impérialiste et à leurs relais économiques et politiques locaux. Cela sous-entend avant tout une nette démarcation de la campagne de promotion d'un syndicalisme dit responsable, de « partenariat social » avec le patronat et les gouvernements (22), qui a conduit par exemple le Congress of South African Trade Union (COSATU) — ayant récemment rejoint le Forum Social Africain — à des frictions internes entre certaines fédérations ou sections et la direction accusée de privilégier son alliance tripartite avec l'ANC et le Parti Communiste Sud-Africain au pouvoir. D'ailleurs, c'est sous l'influence de cette éducation à la « responsabilité » — qui rencontre et accentue des intérêts bureaucratiques et égoïstes — que le Movement for Democratic Change (MDC, issu principalement du mouvement syndical zimbabwéen), tout en s'opposant aux attaques du régime autocratique de Robert Mugabe et de la Zimbabwe African National Union (ZANU) contre les travailleurs et autres couches défavorisées, semble davantage s'orienter à droite. Ce dont ne semble pas suffisamment se prémunir le Labour Party du Nigeria, récemment créé sur le modèle du MDC, par, entre autres, Adam Oshiomole, président de la puissante confédération syndicale, le Nigeria Labour Congress (23).

Contradictions du FSM aiguisées à Nairobi

Par ailleurs, ce mouvement altermondialiste africain pâtit de l'hétéronomie financière de nombreuses associations et mouvements sociaux. Car même dans la lutte contre le système ayant subordonné à l'échange monétaire la satisfaction des besoins fondamentaux et autres, tels les échanges d'expériences entre ses victimes organisées mais éparpillées sur le globe, l'argent demeure une nécessité. Et, à l'instar du clivage officiel, une grande partie des mouvements du Sud en général, d'Afrique en particulier dépendent de leurs partenaires du monde occidental, donc des organisations caritatives, bien pourvues financièrement et des États du Nord, voire des multinationales présentées comme partenaires pour le développement de l'Afrique.

Ce qui n'est pas sans conséquences sur la définition de leurs projets altermondialistes tant dans le champ local qu'international. Ainsi, par exemple, dans une grande partie du mouvement altermondialiste prévaut encore la conception réductrice d'une opposition entre d'une part la société civile, considérée positive en soi et d'autre part la (société) politique, négative par essence. Une conception que promeuvent aussi les Institutions Financières Internationales et autres officines du même acabit et qui explique l'hostilité à la participation des organisations politiques à la dynamique du FSM. Ce qui au regard de la participation effective est plutôt une opposition à la présence ouverte des organisations politiques radicalement anti-néolibérales, autrement dit anticapitalistes. Le FSM de Mumbai, le FSE d'Athènes seraient ainsi ce qu'il faudrait éviter dans l'avenir.

Le FSM de Nairobi risque d'être le théâtre d'une offensive des ONG partisans de l'ajout d'une dimension sociale à la mondialisation, d'un altermondialisme caritatif, à travers la participation des

associations qu'elles soutiennent financièrement en Afrique en particulier, dans le Tiers-Monde en général.

Avec le développement de la pauvreté, de la misère, la religion est redevenue « le soupir de la créature accablée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit des conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple ». La campagne islamophobe orchestrée par les néo-conservateurs états-uniens et relayée en Europe, au nom d'une laïcité bien sélective, tend à couvrir l'offensive réactionnaire menée par les Églises chrétiennes dans le monde en général, en Afrique en particulier. Le Kenya est une de ces sociétés africaines où à côté des christianismes traditionnels (catholique et anglican) et de l'islam traditionnel, voire intégriste, prolifèrent les intégrismes chrétiens : les pentecôtismes, les born again, « frères et sœurs en Christ » de G. W. Bush et télévangélistes milliardaires, qui surfent sur la pauvreté et la misère développées par le système qu'ils cogèrent.

Par exemple, ce n'est pas sans surprise que l'on découvre l'anticapitalisme de Caritas, organisation de charité comme son nom l'indique, statutairement établi au Vatican (24) : « *Caritas Europa considère le Forum social mondial (FSM) comme étant un processus mondial permanent, qui regroupe ensemble dans un endroit de réunion ouvert les mouvements sociaux, les réseaux, les ONG et d'autres organismes de la société civile opposés au néolibéralisme et à un monde dominé par le capital ou par n'importe quelle forme de l'impérialisme* » (25). Est-elle passée armes et bagages dans le camp de la théologie chrétienne de la libération ? Est-ce le signe d'une mutation progressiste radicale du Conseil pontifical Justice et Paix, au moment même où l'État du Vatican est dirigé par l'ex-responsable de la Sacré Congrégation de la Foi (organe inquisitorial, chargé entre autres de la répression cléricale des théologiens de la libération), le cardinal Ratzinger, alias Benoît XVI ? Un des membres les plus influents du dit Conseil pontifical n'est autre que Michel Camdessus, ancien directeur général du FMI, ex-conseiller de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Économie et des Finances en France, et présumé membre de l'Opus Dei.

Une telle participation du christianisme réactionnaire, maquillé en altermondialisme anti-néolibéral, n'est pas sans menacer les acquis des mouvements féministes et LGTB. L'Afrique est en la matière un terrain assez fertile d'autant que les préjugés homophobes et antiféministes demeurent assez développés au sein du mouvement altermondialiste. Onyango Oloo, du Forum Social du Kenya, a attiré l'attention sur la persistance de la suprématie masculine dans la dynamique du FSM, pendant la préparation à Nairobi : « Sur les sept commissions du Comité Organisateur du FSM, une seule est présidée par une femme malgré le fait que les femmes constituent près de la moitié des membres de ces commissions » (26). L'altermondialisme devrait pourtant être l'un des principaux espaces d'éducation véritable contre la phallocratie et à l'égalité des genres...

En outre, l'altermondialisme n'est nullement immunisé contre la pénétration des valeurs néolibérales, comme le prouve, par exemple, l'opération menée contre Babels (réseau de traducteurs et traductrices bénévoles parce qu'altermondialistes) au profit des réseaux marchands de traduction. L'accès démocratique aux débats va ainsi être subordonné aux ressources financières des organisateurs/organisatrices des ateliers, avec à la clef une exclusion des langues autres que celles ordinairement pratiquées dans les instances dirigeantes de la « communauté internationale ». L'usage du swahili lors du FSM 2007 risque d'être sans lendemain. Cette opération contre Babels devrait inviter les altermondialistes à plus d'attention à l'égard de l'intégration des valeurs néolibérales qui risquent de renforcer la tendance, déjà présente dans la dynamique du FSM, au développement d'une « *critique d'élevage* » ressemblant selon Guy Debord à un « *pistolet sans percuteur* » (27), à l'instar de celle des nostalgiques du capitalisme keynésien qui en oublient la dimension impérialiste.

Cette édition 2007 du FSM pourrait favoriser le développement d'une solidarité panafricaine

permanente dans les luttes contre le néolibéralisme, phase actuelle de la mondialisation capitaliste. De Cape Town à Tunis, dans la riche diversité des peuplements (arabe, berbère, chinois, européen, indien, « noir »...) du continent, pourrait s'organiser, par exemple, la lutte contre la déclinaison panafricaine du néolibéralisme qu'est le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), pour un panafricanisme alternatif, émancipateur, égalitaire, de justice sociale et écologique. Et, en ce qui concerne l'humanité tout entière, la consolidation de la dynamique altermondialiste peut favoriser l'émergence et le développement d'un nouvel internationalisme, dont l'efficacité et l'efficience dépendront de la capacité à tirer démocratiquement les leçons des internationalismes passés et présents (28).

Mais, ce but ne pourra être atteint sans un dialogue ou un débat permanent entre les mouvements sociaux antinéo-libéraux et les organisations politiques anticapitalistes, dans un esprit démocratique et de fécondation mutuelle. Ce qui implique une refondation du politique, ne sacrifiant plus les intérêts des majorités ou minorités exploitées et opprimées à l'autel des intérêts électoraux, ne diluant pas le stratégique dans le tactique, autrement dit une mutation des organisations politiques radicales.

Notes

1. *Alternatives Sud*, « Le miracle chinois vu de l'intérieur. Points de vue d'auteurs chinois », Volume 12 — Avril 2005.

2. *The Other Side of the Coin : The UK and Corruption in Africa*, march 2006, disponible sur : www.africaappg.org.uk

3. Séance du 5 octobre 2006.

4. Sans être partisan de la spécialisation de l'Afrique comme productrice de matières premières, on peut faire remarquer que derrière ces chiffres est amoindri le sens de « matières premières », surtout quand elles sont dites stratégiques : conditions nécessaire bien qu'insuffisantes.

5. Kurt Pelda, « Wie Kongo-Kinshasa seine Bodenschätze verschleudert. Undurchsichtige Verfahren bei der Erteilung von Bergbaukonzessionen », *Neue Zürcher Zeitung*, Samstag/Soontag 19/20, August 2006, p. 29 (trad. de M. J.).

6. Communiqué de presse N° 2007/115/AFR, « Des indicateurs de développement s'améliorent dans un continent aux défis énormes ».

7. Communiqué de presse, « Doing Business 2007 : L'Afrique accélère le rythme de ses réformes pour encourager les affaires, l'emploi et la croissance ; le Ghana et la Tanzanie parmi les 10 meilleurs réformateurs », Washington D.C. 6 septembre 2006.

8. Christian Aid, « UK profits from sub-Saharan Africa despite aid and debt pledges », 05.07.06.

9. Robtel Neejai Pailey, « Modern-day slavery in Liberia », 2006-02-02. Disponible sur : <http://www.pambazuka.org/en/category/comment/31756>

10. Charles W. Corey, « Le Conseil d'administration de la MCC approuve un accord avec le Mali ». Disponible sur : <http://usinfo.state.gov/xarchives/display.html/utils/>

11. Communiqué de presse des services de presse de la représentante des États-Unis pour le Commerce extérieur, « Entretiens entre M^{me} Schwab et quatre ministres africains du Commerce », 27 octobre 2006.

12. Bruce Greenberg, « Des africanistes discutent des enjeux sécuritaires de la Somalie », Washington File, 10 octobre 2006.
13. Jean Nanga, « Darfour : les enjeux du conflit meurtrier », *solidaritéS*, 19 octobre 2004.
14. Babacar Ndao, du Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles d'Afrique de l'Ouest (ROPPA), « Libéralisation des produits agricoles et injustice sociale », 21 novembre 2006. Disponible sur : <http://www.pambazuka.org/fr/category/comment/38423>
15. Cf. les articles de Raf Custers : « L'Union Européenne veut et obtient une force militaire au Congo » (8 avril 2006), disponible sur : <http://www.indymedia.be/en/node/2014> ; « Patrons allemands partisans d'une guerre des matières premières » (7 mai 2006), disponible sur : <http://www.indymedia.be/fr/node/2375>.
16. « Le monde entier peut y perdre », interview accordée par le ministre fédéral des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, au magazine *FOCUS* sur les questions du Congo, de l'Afghanistan et de l'Iran, 9 juillet 2006.
17. Cf. Bruce Greenberg, op.cit.
18. Laurent-Désiré Kabila arrivé au pouvoir en 1997, après une guerre contre l'armée de Mobutu, grâce au soutien des États-Unis, à travers le Rwanda de Paul Kagame et l'Ouganda de Yuweri Museveni. Il a été assassiné en 2001, alors qu'il était confronté à une guerre contre ses anciens alliés ayant produit des oppositions armées internes.
19. Hu Jin Tao, Discours d'ouverture du Sommet Sino-africain, Beijing, 3 novembre 2006.
20. Idem.
21. *Alternatives Sud*, « Le miracle chinois vu de l'intérieur. Points de vue d'auteurs chinois », volume 12 — Avril 2005.
Richard McGregor, « China's poorest worse off after boom », *Financial Times*, 21 novembre 2006.
22. Mouhamadou Tidiane Kasse semble accrédi-ter l'idée de « la construction d'un partenariat avec les gouvernements et les multinationales » comme l'une des étapes de la dynamisation du mouvement syndical africain (Cf. « FSM 2007 : l'heure de sortir des sentiers battus pour les Africains » - disponible sur : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article2190>)
- 23 Danielle Obono, « Syndicats : résistances et contradictions face à l'offensive néolibérale », *Inprecor*, N° 513/514, janvier-février 2006
24. Art. 5 du Protocole additionnel aux Statuts de Caritas Internationalis, 16 mai 2002
25. Caritas Europa at the World Social Forum 2007 (Traduit de l'anglais)
26. Onyango Oloo, « Équilibre du genre au sein du Forum Social Mondial — Nairobi ». Disponible sur : <http://www.pambazuka.org/fr/category/comment/37892>
27. Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, Paris, Gallimard, 1996. Il nous semble maladroit de déclarer, par exemple : « Rien n'oblige ni les pays ACP ni l'Union Européenne à négocier de tels accords (ils pourraient obtenir une nouvelle dérogation pour prolonger les accords de Cotonou). Cependant, la Commission Européenne insiste pour clôturer les négociations avant le 31 décembre 2007 », Via Campesina, « Refusons les Accords de Partenariat Économique UE-ACP ! »,

20 novembre 2006, (http://www.liberationafrique.org/article.php3?id_article=1543) Alors qu'au-delà du baratin du préambule de l'Accord de Cotonou (« *renforcer le partenariat ACP-UE dans un effort visant à donner au processus de mondialisation une dimension sociale plus forte* »), il y a la vérité énoncée dans bon nombre d'articles des deux premiers chapitres du Titre II (Coopération Économique et Commerciale) sur l'objectif d'intégration dans « l'économie mondiale libéralisée » organisée par l'Accord de l'OMC. Ce n'est pas préjuger que de comprendre ces Accords comme outil de réalisation des profits néo-coloniaux à la sauce néolibérale.

28. Cf. Michael Lowy, « Faut-il une cinquième Internationale ? », *Inprecor*, n° 501/502, janvier-février 2005. Sur le site d'ESSF : [Faut il une Cinquième Internationale ?](#)

P.-S.

* Paru dans *Inprecor* n° 523 de janvier-février 2007.

* Jean Nanga est le correspondant d'*Inprecor* pour l'Afrique subsaharienne.